



Interdiction d'arroser

Par décision du 21 juin 2017, la Municipalité, en raison du déficit d'alimentation de la nappe depuis l'été 2016 et dans un souci évident de ménager les ressources aquifères locales, met en place des restrictions de consommation d'eau potable.

Tous les usagers sis sur le territoire communal sont priés de se conformer **immédiatement et jusqu'à nouvel avis**, aux interdictions :

- **d'arroser les gazons et les surfaces herbeuses,**
- **de faire fonctionner les arrosages automatiques et d'arroser mécaniquement,**
- **de remplir les piscines et autres bassins d'agrément.**

Seul l'arrosage manuel des jardins potagers et des fleurs d'ornement est autorisé.

Tout contrevenant à cette décision fera l'objet d'une dénonciation sur la base de l'art. 292 CP qui dispose : *"Insoumission à une décision de l'autorité
Celui qui ne se sera pas conformé à une décision à lui signifiée, sous la menace de la peine prévue au présent article, par une autorité ou un fonctionnaire compétents sera puni d'une amende."*

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne.

L'acte de recours doit être déposé auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal dans les 30 jours suivant la communication de la décision attaquée; il doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours.

La décision attaquée est jointe au recours. Le cas échéant, ce dernier est accompagné de la procuration du mandataire.

En cas de rejet du recours, les frais d'instruction et un émolument peuvent être mis à la charge du recourant.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic  La Secrétaire

J.-L. André I. Blanc